



**Madame Amélie de Montchalin**  
Ministre de la transformation et de la fonction  
publiques  
Hôtel de Rothelin-Charolais  
101 rue de Grenelle  
75007 Paris

Paris, le 15 janvier 2021

**Objet : préavis de grève national le 2 février 2021**

Madame la Ministre,

Suivi dossier :  
Philippe SCARFOGLIERO  
Tél 0621917921  
pscarfogliero@interco.cfdt.fr

Malgré les engagements du ministère des Solidarités et de la santé, nous n'avons pas obtenu les avancées que nous attendions au sujet des conditions d'évolution des modes de garde de la petite enfance. Les décisions gouvernementales, concernant les conditions d'accueil dans les établissements du jeune enfant, ne peuvent recevoir notre approbation.

Les projets de décrets et d'ordonnances, sur le cadre normatif applicable aux modes d'accueil du jeune enfant, en référence à la loi ASAP dans son article 36, ne prend pas en compte nos revendications pour un accueil de qualité pour l'enfant et ses parents. Les professionnels et leurs organisations, pourtant associés aux concertations, se trouvent très partiellement, entendus.

C'est pourquoi la fédération Interco CFDT appelle les personnels des fonctions publiques d'État et territoriale, notamment les travailleurs sociaux et les salariés de la petite enfance, à des actions de mobilisation, dont la grève,

**le mardi 2 février 2021.**

La présente lettre fait office de préavis de grève, et la fédération Interco CFDT participera à toute négociation qu'il conviendra d'ouvrir, conformément aux termes de l'article L2512-2 sur l'exercice du droit de grève dans la fonction publique.

Veuillez accepter, Madame la Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Claire Le Calonnec  
Secrétaire Générale

**INTERCO.CFDT FÉDÉRATION INTERCO CFDT**

47-49 avenue Simon Bolivar 75950 Paris cedex 19  
tél +33 (0)1 56 41 52 52  
interco@cfdt.fr

La fédération Interco CFDT regroupe l'ensemble des syndicats CFDT de la fonction publique territoriale, des offices publics de l'habitat, des services publics concédés, des ministères de l'Intérieur, de la Justice, de la Solidarité et de la Santé, de l'Europe et des Affaires étrangères. Elle fédère 108 syndicats totalisant 72 000 adhérents.